



NOUVELLE SÉRIE

GUATEMALA



D 2064 • Gt6

1-15 avril 1996

MOTS-CLEFS

Processus de paix
Dialogue
Guérilla
Gouvernement
Armée
Politique économique
Politique agraire

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**TOUJOURS SANS LA PAIX
MAIS DÉJÀ DANS L'APRÈS-GUERRE**

Un véritable espoir de paix semble naître au Guatemala. Le président Arzú, avec la Commission gouvernementale de paix que de nouveaux membres ont intégré, multiplie les rencontres avec les représentants de la guérilla. Un accord sur les principaux thèmes en litige, notamment les aspects sociaux-économiques et la réforme agraire, le rôle de l'État, celui de l'armée dans

une société démocratique pourrait ramener la paix dans ce pays qui vit depuis plusieurs décennies un conflit qui a fait des dizaines de milliers de victimes. Article de Gonzalo Guerrero paru dans Envío, mars 1996 (revue publiée par l'Université centraméricaine - UCA-Managua, Nicaragua.)

Après deux mois d'interruption, les négociations de paix entre le gouvernement et l'URNG¹ ont repris. Pour diriger la nouvelle Commission gouvernementale de paix, le président Alvaro Arzú a nommé Gustavo Porras Castejón, ex-guerrillero et son conseiller le plus proche pendant sa campagne électorale. Le 25 février 1996, Arzú se réunit avec les quatre membres du gouvernement général de l'URNG. Pour la première fois dans l'histoire de ce long conflit armé guatémaltèque, un président a rencontré les leaders de l'insurrection. Arzú a également profité de sa visite au Mexique pour discuter avec les réfugiés guatémaltèques résidant dans ce pays. Une autre audace du président, ce fut la décision d'inclure seulement un officier de l'armée dans la Commission de paix pendant la première série de conversations, réduisant ainsi le rôle des militaires dans la discussion du thème socio-économique, traité sans lien avec le futur de l'institution militaire.

Ce fut également une surprise pour beaucoup que Arzú ait décidé de se

1. Union révolutionnaire nationale guatémaltèque, qui regroupe différentes organisations de la guérilla (NdT).

réunir avec le président du Mexique et le commandement de l'URNG, au lieu d'assister à la réunion convoquée à San Salvador par Warren Christopher, secrétaire d'État des États-Unis, en visite en Amérique centrale.

La paix : questions à régler

Le 12 février 1996, le chancelier guatémaltèque, Eduardo Stein, a révélé que Arzú et ses conseillers ont eu cinq réunions secrètes avec le commandement général durant ces derniers mois, trois en El Salvador, où l'on fut d'avis de "continuer le dialogue sur la base de ce qui avait été établi".

En accord avec le calendrier établi en janvier 1994 et revu en janvier 1995, les thèmes de discussions à résoudre sont : les aspects socio-économiques et la situation agraire, le rôle de l'armée dans une société démocratique, les réformes constitutionnelles nécessaires pour mettre en oeuvre les accords essentiels et, finalement, les moyens et procédures de démobilisation et réinsertion des combattants dans la société. Lorsque Arzú prit le pouvoir le 14 janvier 1996, il annonça qu'il espérait signer un

accord final dans sept ou huit mois.

COPAZ : trois biographies

Trois civils, qui représentent un vaste champ idéologique, ont intégré la nouvelle Commission de paix :

- Gustavo Porras. Il a fait ses études avec Arzú au Lycée Guatemala et ensuite sa sociologie à Paris. Il s'est rapproché du mouvement révolutionnaire dans les années 60 et a rejoint l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) en 1980. Il a travaillé avec eux pour la formation des militants et comme stratège dans la lutte urbaine. Lorsque, entre 1980 et 1981, l'armée est parvenue à désarticuler les unités urbaines de guérilla, Porras s'est éloigné du mouvement révolutionnaire et a commencé à remettre en question les positions de l'EGP, en participant à des groupes de la gauche dissidente au Mexique. A son retour en Guatemala au début des années 90, il travailla comme chef de l'équipe d'investigation au journal *Siglo XXI* et comme chercheur au centre d'études sociales ASIES. Pendant la campagne d'Arzú, son apport fut la recherche de liens entre le PAN² et les

2. Parti d'avancée nationale, au pouvoir (NdT).

secteurs progressistes du pays.

- Richard Aitkenhead. Il fut ministre des finances pendant le gouvernement de Serrano Elías et un des fonctionnaires qui fut le moins éclaboussé par "l'auto-coup d'État" de Serrano en mai 1993. Aitkenhead a travaillé pendant les deux dernières années comme consultant du BID³. Il a été également directeur de la revue *Crónica* et de la Fondation des entreprises sucrières (FUNDAZUCAR).

- Raquel Zelaya. Elle fait partie de la direction de l'Association de recherches économiques et sociales (ASIES) et est experte en économie sociale de marché. Elle fut nommée ministre des finances pendant le premier mois du gouvernement Serrano, mais elle abandonna son poste après avoir reçu des menaces de mort en raison de ses recherches sur les postes "fantômes" au sein de l'État. Aitkenhead la remplaça.

Les 22 et 23 février 1996 la nouvelle COPAZ se réunit avec l'URNG et on se mit d'accord pour donner suite au calendrier établi. A la fin mars on se mettra à débattre du thème : aspects socio-économiques et situation agraire. Porras insista pour dire qu'il n'est pas viable de se donner des échéances fixes pour atteindre les accords et annonça qu'il partageait l'avis de l'URNG de n'abandonner aucune série de négociations sans avoir fait quelque avancée concrète.

L'absence de réseaux fiables de communication entre la COPAZ précédente et les secteurs de pouvoir concernés par le contenu des négociations, a créé une méfiance croissante dans les groupes de pouvoir économique et, finalement, les a conduit à chercher ouvertement à saboter le processus de paix, y compris par des actions concrètes. A présent, avec une COPAZ plus proche de la présidence et des secteurs économiques modernisants, il est probable que ceux qui s'opposent aux négociations orienteront leurs efforts pour freiner le processus, en direction du gouvernement dans son ensemble et de ses alliés, au lieu de s'en prendre particulièrement à la COPAZ et à ses membres.

Les questions les plus brûlantes dans la phase actuelle des négociations sont

3. Banque interaméricaine de développement (NdT).

celles qui sont relatives à la propriété de la terre, à la fiscalité, à l'importance et à la nature de l'État. Bien que le gouvernement n'ait pas fait connaître ses positions stratégiques sur ces questions, deux études effectuées en septembre et novembre 1995 par l'ASIES en offrent une esquisse si on considère que la présence significative de membres de l'ASIES dans le gouvernement permet d'attribuer à ces études une importance particulière.

La terre : une question brûlante

En ce qui concerne la "transformation de la structure de la propriété de la terre", l'ASIES signale la nécessité de créer de nouvelles possibilités d'emploi, d'améliorer la distribution des revenus, d'augmenter la production et la productivité, de créer des richesses dans le secteur primaire et d'obtenir une participation réelle des paysans dans les processus de développement.

Pour atteindre tout cela, l'ASIES recommande de "déconcentrer les ressources productives" bien qu'elle signale que le processus de déconcentration doit "se situer dans le cadre des mécanismes légaux et institutionnels qui respectent le droit à la propriété de la terre". L'étude recommande des changements constitutionnels qui doivent inclure des "réglementations concernant la propriété de la terre qui n'est pas dûment utilisée".

Stratégiquement, l'ASIES propose également la modernisation et la décentralisation de l'enregistrement foncier, un nouveau cadastre rural et une banque des terres. L'ASIES considère que pour résoudre le problème de la terre, il faudrait adjuger un minimum de 400 000 ha de terre à 50 000 familles, ou un maximum de 1,61 million d'hectares à 476 000 familles. Il est également suggéré "d'accorder des certificats officiels aux propriétaires des fincas dont la terre joue sa fonction sociale, afin que celle-ci ne soit pas attribuée à d'autres personnes".

En ce qui concerne la situation des finances publiques, l'ASIES propose d'augmenter les recettes en provenance des impôts directs, avec une mise à jour des amendes et la modernisation des mécanismes de contrôle et de fiscalisation. Il est envisagé une révision de l'im-

pôt territorial, avec une mise à jour de l'impôt sur les terres inutilisées, dont le montant pourrait garder un caractère privé car il serait destiné à l'acquisition de terres au profit de petits et moyens paysans sans terre".

En plus de tous ces changements, l'ASIES recommande d'améliorer l'efficacité de la perception des impôts directs et indirects et l'étude d'un programme de privatisation de quelques actifs de l'État. Les ressources ainsi obtenues seraient destinées aux dépenses sociales (75 %) et au paiement de la dette (25 %).

La paix

Différents facteurs orientent vers une accélération des négociations de paix :

- La nouvelle COPAZ est dirigée par un homme qui connaît de près la logique du commandement de l'URNG et qui s'identifie, dans une grande mesure, avec la lutte révolutionnaire dans ses racines mêmes. Deux personnes ont rejoint la COPAZ, qui jouissent de la confiance des secteurs les plus modernes de l'entreprise privée. Les membres de cette nouvelle COPAZ partagent la conviction qu'il faut accomplir des réformes sociales et économiques, bien qu'ils aient parfois des points de vue différents sur le nombre et la qualité des changements nécessaires.

- Le processus est encouragé par la participation active d'Arzú et par la réaction de la communauté internationale qui est prête à appuyer financièrement le processus de réconciliation et de développement après la fin du conflit armé.

- Les changements déjà effectués par Arzú dans l'armée et les forces de sécurité laissent augurer que les secteurs qui représentent la ligne dure de ces institutions armées auront moins la possibilité d'exercer une influence.

- La présence au Congrès de six députés du Front patriotique nouveau Guatemala ouvre un nouvel espace politique à des alternatives de gauche. Dans une interview accordée en Europe, un commandant de l'URNG a parlé de plans en vue de rejoindre le Front démocratique une fois la paix établie.

(...)

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.